

Auteur: Belgique

Commission: Sommet UE, Puissances spatiales

Problématique: Aller et vivre sur Mars : quel consensus international sur l'activité spatiale en vue d'une potentielle arrivée sur Mars ?

La Belgique est un pays dirigé par Alexander de Croo, 1er ministre et chef du Gouvernement belge, ainsi que par le Roi Philippe de Belgique, tous deux à la tête de cette monarchie parlementaire et constitutionnelle, qui fonctionne à la manière d'une démocratie représentative. La Belgique reste encore aujourd'hui un pays membre du conseil de l'Union Européenne depuis sa création en 1951. Sa capitale se situe à Bruxelles, siège de l'Union Européenne ou aussi appelée la "capitale de l'Europe". On la qualifie également de "La plus grande des petites puissances spatiales européennes". Ayant d'ambitieux projets quant à la croissance de la place de l'Europe sur la scène internationale dans le domaine spatial, la Belgique aimerait pousser l'ESA (Agence Spatiale Européenne) à s'élever au niveau des autres puissances spatiales du monde telles que les USA avec la NASA. De plus, la Belgique compte plus de 300 millions d'euros investis annuellement dans la recherche et le développement spatial à travers la coopération européenne ou internationale grâce aux investissements publics. Cela montre sa volonté d'élever l'ESA et de rendre de grands projets possibles tels qu'une potentielle arrivée et installation sur Mars.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine aura également un impact concernant ce projet, comme conséquence de l'invasion de la Russie, l'ESA a décidé de suspendre la mission ExoMars jusqu'à nouvel ordre pour bannir les actes de ce pays, étant pourtant une grande puissance spatiale (*Roscosmos*) qui participait à ce projet à ses côtés. À l'origine soutenue financièrement par les investissements des Etats-Unis, qui se sont retirés à cause de la crise économique de 2011, nous n'avons trouvé nulle autre option que de nous tourner vers la Russie, qui a son tour, va entraver la poursuite de ce projet. La Belgique ayant investi une somme considérable dans cette mission, nous ne voulons pas nous retirer face aux difficultés mais nous voulons au contraire aller de l'avant grâce aux autres pays membres de l'ESA à nos côtés ainsi qu'à d'autres partenaires internationaux. Cette mission est absolument fondamentale à l'anticipation d'une arrivée sur Mars dans le sens où avant de nous y aventurer et de considérer l'idée de pouvoir y vivre, nous devons en apprendre plus sur cette planète sur laquelle nous ne détenons pas assez de renseignements pour envisager envoyer des humains sur la Planète Rouge.

La Belgique étant un État fondateur ainsi que membre intègre de la ESA (Agence Spatiale Européenne), elle est donc depuis les années 1960 très impliquée vis à vis des recherches scientifiques dans le domaine spatial ainsi qu'aux avancées de différents projets et développement de nouvelles technologies de ce même domaine. Notre pays estime que le spatial est un secteur national en plein développement, portant avec lui la création de nouveaux emplois et de nombreuses opportunités, cette fois pas seulement à l'échelle nationale mais également à l'échelle européenne et mondiale. Possédant une expertise de longue date, notre pays a notamment servi la mission ExoMars, en fournissant des instruments scientifiques clés à cette expédition, à savoir la caméra de descente haute résolution et le spectromètre à image infrarouge implantés sur l'astromobile Rosalind Franklin, envoyé pour tenter de découvrir une forme de vie quelconque présente sur Mars.

Le besoin de fonds pour parvenir à réaliser ce projet est évident. Sans la Russie, la concrétisation se complique mais bien que notre volonté de nous détacher de toute dépendance externe à l'Europe sur le plan technologique soit importante à nos yeux (c'est également un projet que nous menons au sein de l'ESA), nous reconnaissons devoir nous résoudre à demander à la NASA, faisant ainsi appel aux Etats-Unis à rejoindre ce projet ambitieux. L'activité spatiale et la conquête de l'Homme sur Mars touche chaque continent, alors joindre plusieurs grandes puissances ne peut être que bénéfique pour tous. C'est pour cela que la mission aura bel et bien lieu en 2026 au plus tôt, grâce à la NASA, agence gouvernementale américaine qui a donc consenti à faire à nouveau partie de cette mission cruciale, fournira la fusée permettant d'envoyer le rover sur Mars. Tout d'abord nous devrions aboutir à des résultats suffisants et concluants pour évaluer les risques qu'impliquent une potentielle expédition sur Mars grâce au projet déjà en cours ayant à ce jour déjà récolté un certain nombre d'informations. L'ESA a d'ailleurs annoncé une augmentation de 25% de son budget pour pouvoir financer des projets d'autant plus travaillés et ambitieux et la Belgique a contribué à cela en augmentant elle aussi son budget à 325 millions d'euros.

La Belgique est donc un pays europhile, cherchant à impliquer de manière plus importante que jamais l'ESA dans un projet d'arrivée et d'une potentielle future installation humaine sur Mars. Notre pays est donc bien évidemment optimiste quant à la rédaction d'un consensus international visant à trouver des opportunités de développement ainsi que de créations de missions pour aboutir à ce projet qui tient à cœur notre pays.